Annual Statement on Organized Crime

The Honourable Lawrence MacAulay
Solicitor General of Canada

House of Commons
December 3, 1998

Public Works and Government Services Canada, 1998

Cat. No. JS43-3/1998
ISBN 0-662-63975-8

Mr. Speaker, the federal government has made a pledge to ensure that Canadians will continue to feel secure in their homes and on their streets. Ensuring public safety is at the heart of this government's mandate.

Having just recently been appointed as Solicitor General of Canada, I want to build on the first Annual Statement made last year, and reaffirm this government's commitment to combat organized crime as a key part of our public safety agenda.

Organized crime is a serious and growing concern. It's big business, and it's a national problem that threatens public safety.

Impacts of Organized Crime

Earlier this year, my predecessor released key results of an independent study on the impact of organized crime.

The study assessed organized crime activities like money laundering, illegal drugs, economic crime, people smuggling, contraband smuggling and motor vehicle theft.

The study confirmed that organized crime has an impact that goes far beyond the obvious violence and economic losses we suffer as a society and individually.

It affects the health and safety of all Canadians. It has devastating impacts on our communities, our families, and those most vulnerable, like the elderly and youth.

A Coordinated Strategy

Organized crime is an issue that is and should be a concern for all Canadians.

A recent poll shows that nine out of 10 Canadians consider organized crime to be a serious problem.

This tells us that our priorities lie in a coordinated strategy to effectively fight organized crime together. The National Workshop on Organized Crime last April was a major step towards achieving this objective.

I would like to thank the policing and law enforcement community, the provinces and territories, federal government departments and others who participated in that event. We are building on your advice and your expertise.

Working with all these partners, we have identified a number of shared priorities: combating drug abuse and the illicit drug trade, addressing high-tech crime, fraud and other economic crimes, and reinvesting in our National Police Services for an integrated national public safety network.

Just as organized crime is an issue that spans our nation, it also transcends our borders. No one jurisdiction can effectively act alone. Organized crime has no borders – nor does it respect them.

At the international level, we have been working very actively with all of our partners. Over the past year, we have expanded cooperation with the U.S. through the Canada-United States Cross-Border Crime Forum.

Mr. Speaker, in October, federal, provincial and territorial Ministers responsible for justice recognized that organized crime is a serious and growing problem.

Their discussion resulted in the first-ever *Joint Statement on Organized Crime*, which sets out eight shared principles for action. This Statement reinforces Canada's commitment to work together in partnership to combat organized crime.

I am pleased that the Canadian Association of Chiefs of Police strongly and publicly supported this Joint Statement.

I am confident that we are on the right track. But we need to step up our fight.

Next Steps - Conclusion

Mr. Speaker, the federal government is taking action. Our next move will be to help take the profit out of organized crime. Early in the New Year, the Government will introduce legislation to curb money laundering.

These measures will provide new and powerful tools for law enforcement, in addition to helping us work with our international partners.

Mr. Speaker, I am encouraged by the recent initiatives to combat organized crime that have been undertaken by a number of provinces.

I would also like to recognize the work of the RCMP and other agencies in my Ministry, federal departments such as Justice, Revenue, Citizenship and Immigration, and other police forces and agencies, who continue to target resources to fight organized crime in more coordinated and focused ways.

Mr. Speaker, my Ministry and our partners are fully committed to doing what it takes to stamp out organized crime. I look forward to working with the CACP, police across the country and the provinces and territories in my new capacity as Solicitor General.

Together, we will work to ensure that Canadians continue to enjoy a level of safety and security that is unparalleled in the world.

- 30 –

Déclaration annuelle
Sur le crime organisé

L'hon. Lawrence MacAulay
Solliciteur général du Canada

Chambre des Communes
3 décembre 1998

Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 1998

N° de cat. JS43-3/1998
ISBN 0-662-63975-8

Internet : www.sgc.gc.ca

Monsieur le Président, le gouvernement fédéral a pris l'engagement de veiller à ce que les Canadiens continuent de se sentir en sécurité dans leurs foyers et dans les rues. La protection du public est au cœur du mandat de ce gouvernement.

Comme je viens tout juste d'être nommé solliciteur général du Canada, j'aimerais prendre appui sur la première déclaration annuelle, celle de l'année dernière, et réitérer l'engagement qu'a pris le gouvernement de faire de la lutte contre le crime organisé un élément clé de notre programme de sécurité publique.

Le crime organisé est un problème grave et qui se répand. C'est une entreprise tentaculaire et c'est un problème d'envergure nationale qui menace la sécurité publique.

Les répercussions du crime organisé

Plus tôt cette année, mon prédécesseur a rendu publics les principaux résultats d'une étude indépendante sur l'impact du crime organisé.

L'étude a porté sur des activités liées au crime organisé, comme le blanchiment d'argent, le trafic de drogues, le crime économique, le passage clandestin d'immigrants, la contrebande et le vol de véhicules automobiles.

Cette étude a confirmé que les répercussions du crime organisé vont bien au-delà de la violence et des pertes économiques que nous subissons, tant collectivement qu'individuellement.

Le crime organisé affecte la santé et la sécurité de tous les Canadiens. Il a des effets dévastateurs sur nos collectivités, nos familles et les membres les plus vulnérables de la société, comme les personnes âgées et les jeunes.

Une stratégie coordonnée

Le crime organisé est une question qui touche tous les Canadiens et qui ne devrait cesser de les préoccuper.

Un sondage effectué récemment indique que neuf Canadiens sur dix considèrent le crime organisé comme un problème grave.

Cela nous indique que nos priorités résident dans une stratégie coordonnée qui nous permette de mener ensemble une lutte efficace contre le crime organisé. L'Atelier national sur le crime organisé, qui s'est tenu en avril dernier, a été un grand pas dans la poursuite de cet objectif.

J'aimerais remercier la police et les autres organismes d'application de la loi, les provinces et territoires, les ministères du gouvernement fédéral et tous ceux qui ont participé à cet atelier. Nous misons sur vos avis et sur votre savoir-faire.

En collaboration avec tous ces partenaires, nous avons cerné un certain nombre de priorités communes : lutter contre la toxicomanie et le trafic de drogues, s'attaquer à la criminalité de haute technologie, à la fraude et autres crimes économiques, et réinvestir dans les Services nationaux de police pour constituer un réseau national intégré de sécurité publique.

Le crime organisé est un problème qui s'étend à l'ensemble de notre territoire, mais aussi au-delà de nos frontières. Aucune juridiction ne peut agir seule avec efficacité. Le crime organisé n'a pas de frontières - ni ne respecte les frontières.

Au niveau international, nous travaillons activement avec tous nos partenaires. Au cours de l'année qui s'est écoulée, nous avons accru notre coopération avec les États-Unis grâce au Forum sur la criminalité transfrontalière Canada-États-Unis.

Monsieur le Président, en octobre, les ministres responsables de la justice du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires ont reconnu que le crime organisé est un problème grave qui ne cesse de s'étendre.

Leurs discussions ont abouti à la première *déclaration commune sur le crime organisé*, laquelle énonce huit principes d'action communs et raffermit l'engagement du Canada d'établir des partenariats pour combattre le crime organisé.

Je suis heureux que l'Association canadienne des chefs de police ait publiquement et vivement appuyé cette déclaration commune.

J'ai la conviction que nous sommes sur la bonne voie. Mais il nous faut accélérer notre lutte.

Étapes à venir – Conclusion

Monsieur le Président, le gouvernement n'est pas inactif. La prochaine étape consistera à aider à retirer les profits des mains des criminels organisés. Au début de l'année prochaine, le gouvernement va introduire des mesures législatives pour enrayer le blanchiment d'argent.

Ces mesures offriront des moyens nouveaux et puissants de faire appliquer la loi et nous aideront, de surcroît, à travailler avec nos partenaires internationaux.

Monsieur le Président, les initiatives prises récemment par plusieurs provinces pour réprimer le crime organisé me donnent espoir.

J'aimerais également souligner le travail accompli par la GRC et d'autres organismes de mon Portefeuille, des ministères fédéraux comme Justice, Revenu, Citoyenneté et Immigration, et d'autres forces et services de police, qui continuent à maximiser l'utilisation de leurs ressources et à mieux coordonner leurs efforts dans la lutte contre le crime organisé.

Monsieur le Président, le Portefeuille que je dirige et nos partenaires se sont engagés à tout tenter pour éradiquer le crime organisé. C'est avec plaisir que je travaillerai, à titre de nouveau solliciteur général, avec les membres de l'Association canadienne des chefs de police, les corps de police de tout le pays, ainsi que les provinces et territoires.

Ensemble, nous nous emploierons à faire en sorte que les Canadiens continuent de jouir d'un niveau de sécurité et de protection unique au monde.